

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 21/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HARTMANN PAUL Lièpvre

18 RUE DE GOUMIERS
67730 Châtenois

Références : 0006702055_2023_07_05_HARTMANN-VIIC AC prévention incendie
Code AIOT : 0006702055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement HARTMANN PAUL Lièpvre implanté ZI BOIS L ABESSE 68660 Lièpvre. L'inspection a été annoncée le 20/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite **à été menée dans lieu de** le cadre d'une action régionale sur le thème de la protection incendie. Le site est situé en bordure de forêt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HARTMANN PAUL Lièpvre
- ZI BOIS L ABESSE 68660 Lièpvre
- Code AIOT : 0006702055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Hartmann exploite sur son site de Lièpvre (68730) une usine de confection de matériel médical soumise à autorisation pour son activité de traitement de fibres d'origine végétale. Elle transforme également des polymères et dispose d'entrepôts couverts pour le stockage de ses matières et produits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyen de défense contre l'incendie
- entretien des espaces verts

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 2.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Stockage de déchets de chantier	Code de l'environnement, article L. 541-32 et annexe à l'article R. 511-9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien des espaces verts	Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 2.2.1	/	Sans objet
3	Rétentions des eaux incendies	Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 4.1.2	/	Sans objet
4	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 7.4	/	Sans objet
5	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 7.4	/	Sans objet
6	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 7.4	/	Sans objet
8	Remblayage zone humide	Code de l'environnement, article annexe de l'article R.214-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


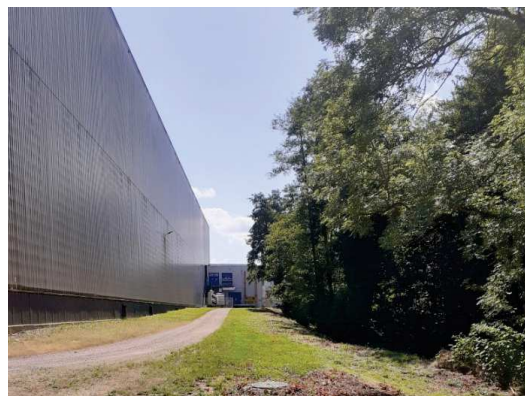
L'entretien des espaces verts est correctement assuré à l'intérieur du périmètre autorisé, cet entretien gagnerait toutefois à être amélioré sur certaines zones (accès aux Poteaux Incendie) et au niveau des abords du site.

L'exploitant respecte les prescriptions contrôlée vis-à-vis des moyens d'intervention en cas d'incendie.


Une non conformité a toutefois été relevée concernant l'accès au site et l'exploitant devra transmettre des compléments d'informations concernant la gestion de ses déchets de chantier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des espaces verts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 2.2.1	
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté et Esthétique	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : "[...] L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence."	
Constats : L'inspection des installations classées a examiné le contrat de l'exploitant avec son prestataire associé à l'entretenir des espaces verts pour l'année 2023. Ce contrat a été transmis par mail le lendemain de la visite. Il mentionne l'entretien des pelouses, prairie, la taille des massifs et des arbres. Lors de sa visite le service d'inspection a constaté que cet entretien était réalisé à l'intérieur du périmètre autorisé du site mais qu'il ne comprenait pas les abords extérieurs. L'entretien des massifs et arbres pourrait être amélioré afin d'éviter une propagation d'un éventuel incendie de forêt aux installations et vice-versa ainsi que pour maintenir les moyens de secours accessibles comme le montre les photos ci-dessous.	
	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 2 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté et esthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Le site est clôturé par un grillage métallique [...]. [...]."
Constats : Le site est clôturé à l'exception de la périphérie située le long du cours d'eau, la Lièpvrette. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté l'absence de clôture sur environ 40 mètres en partie Sud-Est du site (le long de l'ancienne voie ferrée). L'exploitant a indiqué que cette clôture a été retirée lors de la réalisation de travaux. 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rétentions des eaux incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "[...] IV Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident Le site est muni d'une rétention permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 2 497 m3 (partie est existante) et 255 m3 (partie ouest extension). Cette rétention est créée par la fermeture des réseaux avant rejet au réseau d'assainissement ou vers la Liepvrette. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de cette rétention doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Les vérifications et entretiens seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]."
Constats : L'exploitant a montré aux inspecteurs lors de leur visite le plan du site identifiant le dimensionnement de chacune des rétentions. Ce plan a été transmis à l'inspection par mail le lendemain de la visite. Il est à noter que tous les bâtiments font offices de rétention. Les dimensions des rétentions identifiées sur ce plan répondent à la prescription contrôlée. La fermeture des réseaux avant rejet est réalisée à partir de 4 vannes réparties sur le site dont la présence a été constaté par le service d'inspection (cf. photo ci-dessous). L'inspection des installations classées a fait manœuvrer l'une d'entre d'elles et a constaté son fonctionnement. En cas d'incendie ou de pollution ces vannes sont actionnées par l'équipier de 1ère intervention qui dispose d'une fiche réflexe pour lui indiquer leur fonctionnement.



L'exploitant a indiqué que ces vannes étaient manoeuvrées deux fois par an. Le service d'inspection a examiné les ordres de travail datés du 01/03/2023 pour les vannes des bâtiments Distriest et U4 relatifs à cette vérification.

Observations :

Le service d'inspection invite toutefois l'exploitant à s'assurer de l'efficacité de ces organes d'isolement lors de ces vérifications (par exemple, en vérifiant visuellement la fermeture effective des vannes et leur étanchéité).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

"[...]

Ces ressources comprennent 8 poteaux incendie normalisés de 60 m³/h (en volume total) situés à moins de 200 m des installations,

[...]

Les débits individuels et simultanés des poteaux d'incendie devront être vérifiés et l'attestation de vérification devra être transmise aux services d'incendie et de secours.

"[...]"

Constats :

L'exploitant possède un plan de la localisation des moyens incendie dont les poteaux.

L'inspection des installations classées a constaté la présence de 7 poteaux incendie situés dans le périmètre autorisé ainsi que la présence d'un poteau incendie situé en dehors du périmètre autorisé, soit 8 poteaux au total. Ces poteaux sont situés à moins de 200 mètres des bâtiments dénommés INCO2, INCO1, Médical, Logistique et HRL.

Ce réseau est complété par 4 poteaux surpressés internes positionnés autour du bâtiment DISTRIEST.

Le service d'inspection a examiné le compte rendu de la vérification du débit :

- des 7 poteaux incendie internes au site effectuée le 31 mars 2023. Le débit individuel de ces poteaux est supérieur à 60 m³/h.

- des 4 poteaux surpressés effectuée le 31 mars 2023. Ce réseau étant surpressé, le débit moyen individuel obtenu est de 355 m³/h.

L'exploitant a également réalisé des mesures de débits simultanés sur les poteaux incendie. Le résultat de ces mesures est, en moyenne, de 54 m³/h pour deux poteaux en simultané.

Observations :

Il est à noter que ces moyens sont complétés par trois réserves d'eau (cf. point de contrôle n°6).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique des bâtiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : "[...] L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie [...] entretenus en bon état de fonctionnement. [...] Les moyens d'intervention sur le site se composent : - d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA), [...] - d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux. [...] - d'un rideau d'eau sur l'entrepôt de grande hauteur. [...] Tous les équipements de lutte contre l'incendie [...] sont convenablement repérés et facilement accessibles." [...]."</p>
<p>Constats : L'exploitant possède un plan de la localisation des moyens incendie dont les extincteurs, les RIA et le rideau d'eau de l'entrepôt de grande hauteur. L'inspection des installations classées, lors de sa visite des bâtiments INCO 1 et Logistique, a constaté par sondage la présence d'extincteurs et de RIA à l'intérieur des locaux qui étaient convenablement repérés et facilement accessibles. Le service d'inspection a examiné le registre de sécurité traçant les vérifications des moyens d'intervention pour : - le bâtiment DISTRIEST, rapport du 31/03/2023, - les extincteurs du bâtiment U4, rapport du 25/03/2023, - le poste 1 déclenchant le rideau d'eau, rapport du 09/06/2023, sans relevé d'anomalie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2011, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : "L'ensemble des bâtiments est muni d'une installation d'extinction automatique comprenant : 2 réserves d'eau de 870 m3, [...] et un groupe de secours avec moteur diesel. L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement. [...]."</p>
Constats :

<p>L'inspection des installations classées, lors de sa visite des bâtiments INCO 1 et Logistique, a constaté que ces bâtiments étaient munis d'installations d'extinction automatique, type sprinkleur.</p> <p>L'exploitant a mentionné disposer de 2 réserves de 870 m³ chacune pour les bâtiments INCO, Médical et Logistique.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué être équipé d'une réserve d'eau de 1032 m³ pour le bâtiment DISTRIEST et le réseau des poteaux incendie surpressés. L'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite que cette réserve est associée à un groupe motopompe avec moteur diesel. Elle a également examiné le compte rendu d'entretien de ce groupe daté du 18/04/2023 sans relevé d'anomalie.</p> <p>Le service d'inspection a également constaté la présence de trois réserves d'eau dont la contenance indiquée par l'exploitant est de 180 m³ et de 360 m³ pour les deux autres. Ces réserves sont mises à disposition des services de secours. Deux d'entre elles (180 et une de 360 m³) sont mutualisées en cas d'incendie des entreprises situées sur la même zone d'activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockage de déchets de chantier

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L541-32 et annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Risques chroniques, gestion déchets travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article L541-32 du Code de l'environnement <i>"Toute personne valorisant des déchets pour la réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction doit être en mesure de justifier auprès des autorités compétentes de la nature des déchets utilisés et de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination.</i></p> <p><i>Dans le cadre de ces travaux, l'enfouissement et le dépôt de déchets sont interdits sur les terres agricoles, à l'exception de la valorisation de déchets à des fins de travaux d'aménagement ou de la valorisation de déchets autorisés à être utilisés comme matières fertilisantes ou supports de culture."</i></p> <p>Rubrique 2760 nomenclature ICPE Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 3. Installation de stockage de déchets inertes</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un stockage de déchets issus des travaux de l'entreprise HARTMANN entreposés sur un terrain situé en dehors du périmètre autorisé (cf. zone verte identifiée sur la vue ci-dessous).</p>





L'exploitant a indiqué avoir remblayé avec les déchets de l'un de ses chantiers une parcelle qu'il envisage d'acheter pour étendre ses activités. Il a indiqué avoir obtenu l'autorisation de cet aménagement par la mairie. Le service d'inspection n'a pas consulté ce document lors de sa visite.

En effet, la qualification d'aménagement en application de l'article L.541-32 du code de l'environnement doit avoir fait l'objet d'une autorisation sur la base d'un dossier démontrant son utilité, son objectif et la nature des déchets utilisés.

En l'absence de cette autorisation, ces terres excavées sont considérées comme des déchets et tout lieu de dépôt de déchets inertes est par défaut considéré comme une Installation de stockage de déchets inertes (ISDI) ou une Installation de stockage de déchets non dangereux ISDND, sans seuil de quantité et de volume, en fonction de leur nature fixés dans l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

Observations :

L'exploitant transmet, dans un délai d'un mois, au service d'inspection son permis d'aménager ainsi que la nature (conformément à l'article L541-32 du Code de l'environnement et à l'annexe II de l'arrêté du 12/12/2014) et le volume des déchets utilisés pour cet aménagement. Il prendra les mesures nécessaires pour évacuer, dans un délai d'un mois, vers une filière adaptée les gravats stockés à cet endroit et non utilisés pour la réhausse du terrain.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remblayage zone humide

Référence réglementaire : Code de l'environnement, annexe de l'article R.214-1
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage zone humide
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 3.3.1.0 nomenclature IOTA Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)
Constats : Le remblayage constaté au point de contrôle n°7 a été réalisé dans une zone humide comme l'indique l'extrait ci-après de la cartographie de la ZNIEFF n° 420030432 : Cours, boisements et prairies humides de la Lièpvrette et du Giessen de Lièpvre à Châtenois.



Le service d'inspection n'a pas été en mesure le jour de la visite de dimensionner la surface concernée par les opérations de remblayages.

Observations :

L'exploitant justifiera dans un délai d'un mois de la surface sur laquelle ce remblayage a été effectué et réalisera, le cas échéant, auprès des services de l'état (le préfet et la DDT notamment) concernés les démarches associées à la régularisation de sa situation administrative.

Dans ses demandes de modifications à venir pour étendre ses activités, si l'exploitant doit pour y parvenir poursuivre le remblayage de cette zone, il devra alors prendre en compte la totalité de la zone remblayée et à remblayer pour la classer au titre de la nomenclature afin d'évaluer l'impact global du projet.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet